

Campagne contre le fichage ADN

Un nouveau procès en appel pour refus de prélèvement ADN s'ouvrira le 3 décembre à Rennes. R, militant contre l'aéroport de NDDL et son monde, avait été arrêté lors d'une action collective. Il risque aujourd'hui un an de prison et 15 000 euros d'amende pour avoir refusé de donner son ADN lors de sa GAV. C'est une personne de plus dans la longue liste des opposant-es au fichage, inquiétés pour avoir refusé la prise ADN.

A ce jour on estime que plus de 2 millions de Français-es ont fait l'objet d'un prélèvement ADN durant leur garde à vue ou leur détention même pour des faits bénins. Le Fichier des empreintes génétiques (FNAEG) permet actuellement de collecter des informations personnelles sur 30 000 nouvelles personnes par mois.



Les procès intentés à des militant-e-s aujourd'hui ne sont que la face visible de l'iceberg de la répression, puisque le fichage ADN est devenu quasi-systématique lors des gardes à vue. De plus, il arrive que les personnes se fasse prendre leur ADN à leur insu ou sous la menace, sans que les policiers les informent des possibilités de refus.

Si le prélèvement suppose en principe l'accord du mis cause, de fait, refuser représente aussi un délit permanent et la personne qui refuse peut se voir harcelée indéfiniment par la justice. C'est la situation de R aujourd'hui. Le prélèvement concerne aujourd'hui toute personne simplement soupçonnée d'à peu près n'importe quel délit. En clair, l'existence du FNAEG revient à une

volonté de fichage généralisé et systématique de toute la population, il entre dans la logique de contrôle social et d'inflation sécuritaire qui envahit de plus en plus nos sociétés. L'ADN est de fait un outil effroyablement puissant pour surveiller les individus, avec la conservation des données pendant 40 ans.

Comme la vidéosurveillance, la biométrie, les fichiers divers, le fichage ADN s'inscrit dans une logique globale de contrôle des populations considérées "dangereuses" par le pouvoir (jeunes des banlieues pauvres, étudiant-e-s et lycéen-ne-s "agité-e-s", chômeu-rs-ses, sans-papiers, militantes, squatter-euses, grévistes, etc.). Cette logique de contrôle et de fichage de la population contient intrinsèquement les germes d'une société totalitaire et compromet un peu plus notre aptitude à nous organiser pour un changement social.

C'est parce que nous sommes tous et toutes en butte à la répression que des collectifs* de Nantes appellent à se solidariser avec les réfractaires au fichage par une semaine d'information et d'actions contre le fichage ADN du 25 novembre au 1er décembre.

REFUSONS LE FICHAGE ADN

ABOLITION DU FNAEG

RELAXE POUR TOUS ET TOUTES

Premiers signataires : *Comité Anti-Répression Issu de la Lutte Anti-Aéroport, NATCHAV (contre tous les enfermements)